

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017  
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.443.2000.TREATIES-1 (Notification Dépositaire)

ACCORD CONCERNANT L'ADOPTION DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES  
UNIFORMES APPLICABLES AUX VÉHICULES À ROUES, AUX  
ÉQUIPEMENTS ET AUX PIÈCES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MONTÉS OU  
UTILISÉS SUR UN VÉHICULE À ROUES ET LES CONDITIONS DE  
RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES HOMOLOGATIONS DÉLIVRÉES  
CONFORMÉMENT À CES PRESCRIPTIONS. GENÈVE, 20 MARS 1958

RÈGLEMENT NO 52. PRESCRIPTIONS UNIFORMES RELATIVES AUX  
CARACTÉRISTIQUES DE CONSTRUCTION DES VÉHICULES DE  
TRANSPORT EN COMMUN DE FAIBLE CAPACITÉ

PROPOSITION D'AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT

Le 23 juin 2000, le Secrétaire général a reçu du Comité administratif de l'Accord susmentionné, conformément au premier paragraphe de l'article 12 de l'Accord, certains amendements proposés au Règlement No.52.

.....

On trouvera ci-joint un exemplaire du document, en langues anglaise et française, contenant le texte du projet d'amendements (doc. TRANS/WP.29/725).

A cet égard, le Secrétaire général croit bon de rappeler les deuxième et troisième paragraphes de l'article 12 de l'Accord, qui stipulent :

"2. Un amendement à un règlement est réputé adopté si, dans un délai de six mois à compter de la date où le Secrétaire général en a donné notification, plus d'un tiers des Parties contractantes appliquant le règlement à la date de la notification n'ont pas notifié au Secrétaire général leur désaccord concernant l'amendement. Si à l'issue de cette période plus d'un tiers des Parties contractantes appliquant le règlement n'ont pas notifié au Secrétaire général leur désaccord, celui-ci déclare le plus tôt possible que l'amendement est adopté et obligatoire pour les Parties contractantes appliquant le règlement qui n'ont pas contesté l'amendement Si un règlement fait l'objet d'un amendement et si au moins un cinquième des Parties contractantes qui en appliquent la version non amendée déclarent ultérieurement qu'elles souhaitent continuer de l'appliquer, cette version non amendée est considérée comme une variante de la version amendée et est incorporée formellement à ce titre dans le règlement avec prise d'effet à la date de l'adoption de l'amendement ou de son entrée en vigueur. Dans ce cas, les obligations des Parties contractantes appliquant le règlement sont les mêmes que celles énoncées au paragraphe 1.

Attention : Services des Traités des Ministères des Affaires Étrangères et organisations internationales concernés.

3. Au cas où un pays serait devenu Partie à cet Accord entre la notification de l'amendement à un règlement adressée au Secrétaire général et l'entrée en vigueur de l'amendement, le règlement en cause ne pourrait entrer en vigueur à l'égard de cette Partie contractante que deux mois après qu'elle aurait accepté formellement l'amendement ou qu'un délai de six mois se serait écoulé depuis la communication que le Secrétaire général lui aurait faite du projet d'amendement."

Le 29 juin 2000

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, overlapping strokes.



Conseil Économique  
et Social

Distr.  
GÉNÉRALE

TRANS/WP.29/725  
3 mai 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS et  
FRANÇAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Forum mondial sur l'harmonisation des Règlements concernant  
les véhicules (WP.29)

PROJET DE COMPLÉMENT 2 À LA SÉRIE 01 D'AMENDEMENTS  
AU RÈGLEMENT No 52

(Véhicules de transport en commun de faible capacité)

Note : Le texte reproduit ci-dessous a été adopté par le Comité d'administration (AC.1) de l'Accord de 1958 modifié à sa quatorzième session, suite à la recommandation du WP.29 à sa cent-vingtième session. Il a été établi sur la base du document TRANS/WP.29/2000/21, tel qu'il a été modifié (TRANS/WP.29/703, par. 169).

---

Ajouter un nouveau paragraphe 1.1, ainsi libellé :

"1.1 Les prescriptions techniques relatives au transport des voyageurs à mobilité réduite échappent au domaine d'application du présent Règlement. Tant que des dispositions harmonisées relatives à l'accès n'auront pas été mises sous forme finale et incorporées dans une annexe au présent Règlement, les Parties contractantes peuvent appliquer des prescriptions supplémentaires pour garantir à ces voyageurs accès au véhicule et sécurité."

Paragraphe 2.1., modifier comme suit:

"2.1. par 'véhicule', un véhicule à un seul niveau des catégories M<sub>2</sub> ou M<sub>3</sub> 1/ conçu et équipé pour le transport de personnes assises, ou de personnes assises et de personnes debout, et ayant une capacité ....".

Note de bas de page 1/, concernant les paragraphes 1 et 2.1., modifier comme suit le renvoi au document "(document TRANS/WP.29/78/Rev.1/Amend.2)".

Paragraphes 2.1.1 et 2.1.2, corrections sans objet en français.

Ajouter un nouveau paragraphe 2.20.1., ainsi conçu :

"2.20.1 Par "voyageur à mobilité réduite", tous les voyageurs qui éprouvent une difficulté particulière à utiliser les transports en commun, notamment les personnes âgées et les personnes handicapées. La mobilité réduite ne suppose pas nécessairement une incapacité médicalement reconnue."

Paragraphe 4.4.1, note de bas de page 2/, modifier comme suit :

"2/ ... 24 pour l'Irlande, ... 31 pour la Bosnie-Herzégovine, 32 pour la Lettonie, 33 (libre), 34 pour la Bulgarie, 35-36 (libres), 37 pour la Turquie, 38-39 (libres), 40 pour l'ex-République yougoslave de Macédoine, 41 (libre), 42 pour la Communauté européenne (les homologations sont accordées par les États membres qui utilisent leurs propres marques CEE) et 43 pour le Japon. Les numéros suivants seront attribués aux autres pays selon l'ordre chronologique de ratification de l'Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions, ou de leur adhésion à cet Accord, et les chiffres ainsi attribués seront communiqués par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux Parties contractantes à l'Accord."

Insérer un nouveau paragraphe 5.6.4.10, ainsi libellé :

"5.6.4.10 En position ouverte, la porte de service ne doit entraver l'emploi (l'accès requis) d'aucune issue obligatoire."

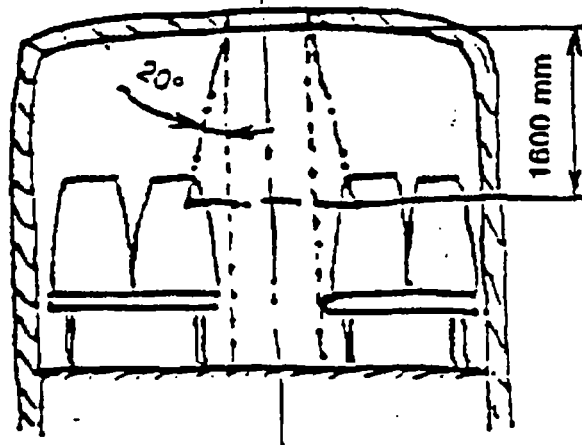
Ajouter un nouveau paragraphe 5.7.1.12, ainsi libellé :

"5.7.1.12 La pente maximale du plancher dans le passage d'accès ne doit pas dépasser 5 % lorsque le véhicule à vide est à l'arrêt sur une surface plane et horizontale dans sa position normale de déplacement (notamment pas en position de baraquage)."

Paragraphe 5.7.4, modifier comme suit :

"5.7.4 Accès aux trappes d'évacuation

5.7.4.1 Lorsque des trappes d'évacuation sont installées sur des véhicules de la classe B, une au moins doit être située de telle façon qu'une pyramide tronquée à quatre faces, ayant un angle latéral de 20° et une hauteur de 1 600 mm, touche une partie d'un siège ou d'un support équivalent. L'axe de la pyramide doit être vertical et sa plus petite section doit être en contact avec l'ouverture de la trappe d'évacuation. Les supports peuvent être pliants ou mobiles à condition de pouvoir être verrouillés dans la position où ils sont utilisés. Cette position doit être prise pour vérification.



5.7.4.2 Si la structure du toit a une épaisseur supérieure à 150 mm, la section la plus faible de la pyramide doit toucher l'ouverture de la trappe d'évacuation au niveau de la surface extérieure du toit."

Paragraphe 5.7.5.1., modifier comme suit :

".....

±/ La hauteur du cylindre supérieur peut être réduite de 10 cm dans toute partie de l'allée se trouvant à l'arrière de celui des deux plans ci-après qui est le plus en avant :

- un plan transversal vertical situé à 1,5 m en avant de l'axe médian de l'essieu arrière (l'essieu arrière le plus en avant dans le cas de véhicules pourvus de plus d'un essieu arrière);
- un plan transversal vertical situé au bord arrière de la porte de service située le plus en arrière.

Le gabarit peut entrer en contact avec les sangles de maintien s'il en existe, et les déplacer."

Insérer les nouveaux paragraphes 5.7.5.1.1 à 5.7.5.1.1.2, ainsi libellés :

"5.7.5.1.1 Sur les véhicules de la classe A, le diamètre du cylindre inférieur peut-être ramené de 35 cm à 30 cm dans toute partie de l'allée se trouvant à l'arrière de celui des deux plans ci-après qui est le plus en avant :

7.5.1.1.1 un plan transversal vertical situé à 1,5 m en avant de l'axe médian de l'essieu arrière (l'essieu arrière le plus en avant dans le cas de véhicules pourvus de plus d'un essieu arrière);

5.7.5.1.1.2 un plan transversal vertical situé au bord arrière de la porte de service située le plus en arrière entre les essieux."

Paragraphe 5.7.6, modifier comme suit :

"5.7.6 Pente de l'allée

La pente de l'allée ne doit pas dépasser :

5.7.6.1 Dans le sens longitudinal :

5.7.6.1.1 8 % dans le cas d'un véhicule de la classe A, ou

5.7.6.1.2 12,5 % dans le cas d'un véhicule de la classe B.

5.7.6.2 Dans le sens transversal, 5 % pour les véhicules de toutes les classes."

Paragraphe 5.7.7.1, modifier comme suit :

"5.7.7.1 Les hauteurs maximale et minimale et la profondeur minimale des marches pour les voyageurs aux portes de service et de secours ainsi qu'à l'intérieur du véhicule sont indiquées à la figure 4 de l'annexe 3."

Ajouter un nouveau paragraphe 5.7.7.3, libellé comme suit :

"5.7.7.3 Toute transition conduisant d'une allée en contrebas à une zone réservée aux sièges n'est pas considérée comme une marche. Toutefois, la distance verticale entre la surface de l'allée et le plancher de la zone de sièges ne doit pas dépasser 35 cm."

Renommer 5.7.7.4 à 5.7.7.6 les (anciens) paragraphes 5.7.7.3 à 5.7.7.5.

Ajouter un nouveau paragraphe 5.7.7.7, ainsi libellé :

"5.7.7.7 La pente maximum de la marche dans toute direction ne doit pas dépasser 5 %."

Ajouter un nouveau paragraphe 5.7.8.1.3.6, libellé comme suit :

"5.7.8.1.3.6 Intrusion de fenêtres basculantes lorsqu'elles sont ouvertes et de leurs accessoires."

Paragraphe 5.9.2.3, modifier comme suit :

"... du plancher à cette place. Exception peut être faite pour le milieu des plates-formes larges, mais la somme de ces exceptions ne doit pas dépasser 20 % de l'ensemble de l'espace affecté aux voyageurs debout."

Annexe 3, figure 4, tableau et notes au-dessous du tableau, modifier comme suit :

	A (cm) <u>1/</u> <u>3/</u>		B (cm) <u>1/</u> <u>2/</u>	
	max.		min.	max.
Classe A	36		12	25 <u>4/</u>
Classe B	40		12	35
Suspension mécanique exclusivement	43			

1/ Pour une porte double, les marches de chaque moitié du passage d'accès doivent être considérées séparément.

2/ "B" ne doit pas nécessairement être le même pour chaque marche.

3/ 70 cm dans le cas d'une porte de secours.

4/ 30 cm dans le cas des marches d'une porte située au-delà de l'essieu le plus en arrière."



Annexe 3, figure 8, remplacer par la figure suivante :

"Figure 8

INTRUSION ADMISSIBLE D'UN CONDUIT DANS LA PARTIE INFÉRIEURE  
D'UN ESPACE POUR VOYAGEURS  
(voir paragraphe 5.7.8.1.3.3)

